



L'extractivisme vert au secours de la *société techno-industrielle*

*Sur la transition énergétique et la destruction de la nature
ainsi que sur la nécessité de résister et d'attaquer*

Texte originellement publié dans la revue *Takakia, chants sous-marins pour couler la mégamachine*, #4 (printemps-été 2025).

Il s'agit d'une traduction de *macchie, magazin gegen Ökozid und das Fortbestehen der techno-industrielle Zerstörung* [journal contre l'écocide et la continuité de la destruction techno-industrielle], printemps 2025.
Pour demander des exemplaires : macchie@riseup.net

Les matières premières sont la pierre angulaire sur laquelle se fonde la société technico-industrielle. Sans la possibilité de les exploiter industriellement, le monde serait aujourd’hui totalement différent. Les sociétés et civilisations précédentes ont certes modifié et façonné l’écosystème par la chasse, l’agriculture et le commerce, et ont extrait des ressources pour fabriquer des outils, des armes et d’autres technologies, mais ce n’est qu’au début de l’industrialisation que l’ampleur et surtout le rythme des processus nuisibles à la nature ont eu les conséquences drastiques que nous connaissons aujourd’hui. L’invention de la machine à vapeur est considérée comme un moment clé qui a fait exploser la production et l’exploitation des matières premières et a fondamentalement modifié le monde du travail. Cette évolution s’est accompagnée de bouleversements sociaux massifs. Le remplacement des méthodes de travail traditionnelles et la possibilité d’une économie de subsistance ont contraint de nombreuses personnes à abandonner leur vie à la campagne et à affluer par centaines de milliers vers les métropoles à la recherche d’un emploi, où elles ont rapidement formé le prolétariat industriel urbain.

En Allemagne, ce sont surtout trois secteurs qui ont fait avancer le processus d’industrialisation ; l’extraction du fer, l’exploitation minière et les transports. Comme le traitement du fer et de l’acier nécessitait la combustion d’énormes quantités de charbon de bois en très peu de temps, ce combustible est rapidement devenu trop cher en raison de la déforestation à grande échelle du pays et de l’allongement des voies de transport. Il a été remplacé par la houille qui, grâce à sa plus grande efficacité énergétique, a entraîné un essor sans précédent de l’exploitation du fer. L’augmentation considérable des besoins en charbon et en minerai a poussé l’industrie minière d’atteindre des sédiments de plus en plus profonds, ce qui a entraîné le pompage croissant des eaux souterraines à l’aide de pompes à vapeur. L’augmentation constante des quantités extraites et les nouvelles méthodes d’extraction du fer ont permis de disposer d’un matériel en abondance pour la construction de machines et de voies ferrées. C’était la condition préalable à la création d’un réseau de transport dense, qui aura rendu le transport des matières premières et des marchandises de plus en plus efficace et qui se sera fortement accéléré pendant cette période grâce

aux locomotives et aux bateaux à vapeur. Avec l'augmentation continue des capacités de fret, les coûts de transport sont devenus moins chers, ce qui a permis aux entreprises de produire davantage, etc. Cet effet est appelé le *paradoxe de Jevons*, du nom de l'économiste et philosophe anglais William Stanley Jevon qui a observé en 1865 que la consommation de charbon en Angleterre avait augmenté après l'introduction de la machine à vapeur fonctionnant au charbon, malgré son efficacité nettement supérieure. Cela s'explique par le fait que le charbon est devenu une source d'énergie moins chère grâce aux nouvelles technologies, ce qui a favorisé l'utilisation croissante de la machine à vapeur dans l'industrie et les transports. Cela a entraîné une hausse globale de la consommation de charbon, bien que la consommation spécifique de chaque application ait diminué.

L'expérience montre donc que les progrès techniques qui vont de pair avec une utilisation plus efficace d'une ressource entraînent une augmentation de l'utilisation de cette ressource, au lieu de la réduire, comme on l'affirme souvent. Dans le secteur de l'énergie, on parle également d'un *effet de rebond*. Le même phénomène s'est reproduit plus tard avec l'apparition et l'utilisation massive du pétrole et peut être observé aujourd'hui avec l'augmentation des énergies « renouvelables » et des nouvelles technologies.

Le sauvetage de la société techno-industrielle

Tout cela n'est ni un secret ni un hasard. Il s'agit plutôt d'un principe de base de l'économie capitaliste. Lorsque l'on parle aujourd'hui d'économie verte ou d'offensive d'innovation pour sauver le climat, cela ne signifie généralement rien d'autre que l'exploitation de nouvelles ressources grâce au progrès technologique afin d'augmenter l'efficacité et de créer de nouveaux marchés pour maximiser les profits. L'ordre économique capitaliste ne fonctionne que grâce à son expansion continue. Si celle-ci s'interrompt, une crise économique survient. Les catastrophes actuelles ne conduisent donc pas à lutter contre leurs causes, ce qui remettrait inévitablement en question le mode de production industriel en lui-même, mais servent aux dirigeants à justifier de nouvelles mesures gourmandes en ressources pour relancer l'économie. Avec des conséquences désastreuses. L'argument de la protection du climat par la politique a donc l'effet inverse de celui qu'elle prétend vouloir et pousse à la restructuration du commerce et du capital en créant d'énormes potentiels d'investissement et des possibilités de rendement. En fin de compte, cela signifie que rien de ce que les techno-optimistes veulent nous vendre sous le label de la durabilité ne sauvera quoi que ce soit. Pas d'éolienne, pas de centrale solaire, pas de voiture électrique. Car ce sont avant tout des intérêts économiques et non écologiques qui sont en jeu. Les chiffres relatifs à la consommation de ressources nécessaires à la production de

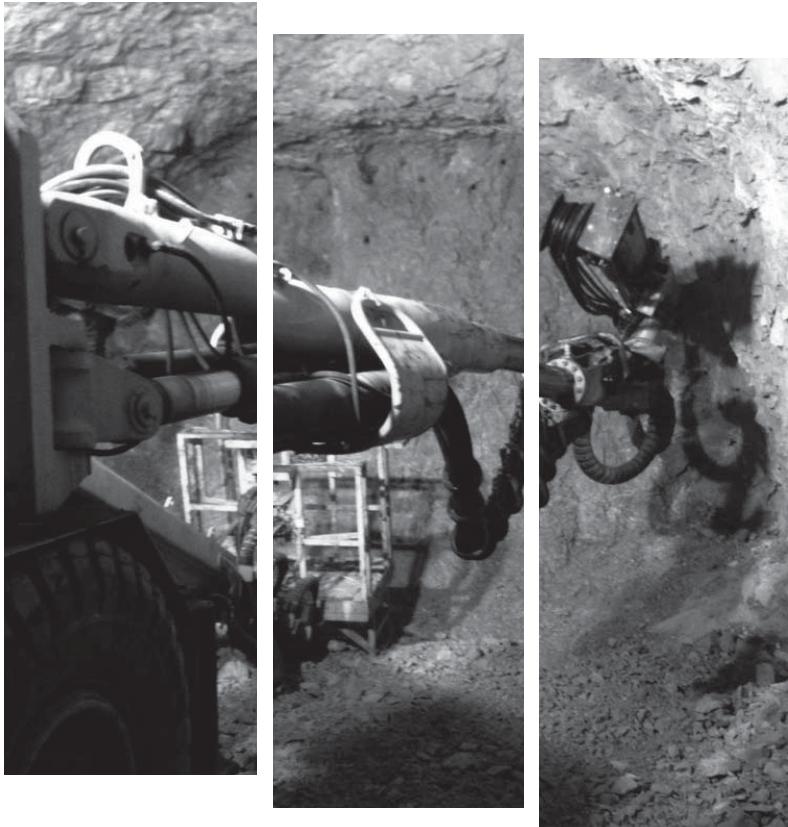
technologies « vertes » en témoignent également, si l'ère fossile devait vraiment être dépassée avec un volume économique constant ou croissant. Il ne reste donc qu'un constat, peut-être amer pour certains, à savoir que la seule chose qui doit être sauvée ici est la civilisation, qui repose sur une confiance aveugle dans le progrès technologique. Et même cette entreprise est sans aucun doute vouée à l'échec avec de telles méthodes, ce qui explique peut-être pourquoi ses défenseurs les plus connus sont obsédés par la réalisation de visions multiplanétaires et la colonisation de l'espace.

Du Green Deal au Critical Raw Materials Act

Une économie en croissance entraîne un besoin croissant en énergie et en matières premières. Que celles-ci soient d'origine fossile ou qu'elles soient déclarées « vertes » et « durables ». Cela ne concerne pas seulement l'espace physique, mais aussi le monde numérique en raison de l'utilisation en hausse rapide de l'IA, de l'Internet des objets, de l'industrie 4.0 et de technologies similaires, qui sont également extrêmement gourmandes en ressources.

Les sources d'énergie renouvelables et toutes les technologies clés commercialisées avec la promesse d'une réduction des émissions de CO₂ nécessitent d'énormes quantités de matières premières pour la production et la construction des infrastructures correspondantes. Mais les applications dans le domaine de la défense et de l'espace ainsi que l'industrie des puces électroniques, indispensable pour tout cela, sont également d'une grande importance. Le cobalt, le lithium, le cuivre, le nickel, le platine et une multitude d'autres métaux et terres rares sont présents en grandes quantités dans les éoliennes, les installations solaires, les voitures électriques et toutes sortes d'appareils numériques ou sont nécessaires à la production d'hydrogène. Pour atteindre les objectifs climatiques convenus dans le cadre de l'accord de Paris, l'humanité aurait besoin et utiliserait au cours des trente prochaines années plus de métaux qu'elle n'en a consommé depuis le début.

Ce qui, logiquement, entraînera à nouveau d'immenses dégâts environnementaux ailleurs. Mais certaines de ces matières



premières ne sont de toute façon disponibles qu'en quantités très limitées ou leur extraction est difficile, coûteuse et sujette à des crises pour diverses raisons. C'est pourquoi 34 d'entre elles sont considérées par l'UE comme des matières premières critiques et 17 autres comme des matières premières stratégiques. Les aspects géopolitiques jouent ici un rôle central. En effet, la plupart des nations se sont engagées à atteindre les objectifs climatiques convenus et dépendent donc de ces matières premières. Les conflits liés à l'accès à ces ressources sont dès lors inévitables. De toute façon, l'extractivisme a toujours été associé à l'accaparement des terres, à l'expulsion, à la violence et à la destruction de la nature. Même si les acteurs ont changé et que la violence coloniale est parfois moins évidente, la situation n'est pas très différente aujourd'hui. De même, l'accès au territoire et aux ressources joue toujours un rôle essentiel dans toutes les guerres. Mais ce sont souvent les dépendances économiques et les rapports de force mondiaux qui jouent en faveur des nations industrielles de l'hémisphère nord. L'Europe étant à la traîne des États-Unis et de la Chine dans le domaine des nouvelles technologies et de l'extraction des matières premières, tandis

qu'une grande partie de l'industrie minière européenne a été continuellement délocalisée dans le Sud depuis le milieu du siècle dernier, l'UE est actuellement confrontée à un problème. Pour pouvoir mettre en œuvre le soi-disant tournant énergétique et atteindre l'objectif de neutralité climatique d'ici 2050 formulé dans le *Green Deal* de l'UE, l'accès aux matières premières critiques nécessaires aux technologies correspondantes doit être garanti à long terme. Après tout, il faut s'attendre d'ici là à une augmentation de la demande en lithium de 3500%, en nickel de 100% ou en cobalt de plus de 330% en Europe. Le texte adopté au printemps 2024 sous l'impulsion d'Ursula von der Leyen et par la Commission européenne *Critical Raw Materials Act* (CRMA) devrait y remédier.

Cette directive prévoit que d'ici 2030, la part de l'exploitation minière intra-européenne passe à 10 %, que la transformation des matières premières critiques dans l'UE double pour atteindre 40 %, que la dépendance à l'égard de certains pays pour des matières premières spécifiques soit réduite à 65 % maximum et que les matières premières récupérées issues de l'économie circulaire représentent au moins 25 % de l'approvisionnement.

Outre la création de chaînes d'approvisionnement résilientes afin de garantir la sécurité d'approvisionnement de l'industrie à long terme, l'objectif principal du CRMA est donc la diversification et la relance de l'extraction. Pour ce faire, il convient d'investir et de promouvoir les mines et les installations de traitement dans l'UE, ainsi que de développer des partenariats avec des pays riches en matières premières. Pour encourager cela, les procédures d'autorisation pour les projets pertinents dans l'UE seront fortement simplifiées et raccourcies, et l'accès aux financements pour les projets stratégiques sera facilité. Pour bénéficier de ces avantages, les entreprises ont pu, pour la première fois en été 2024, demander que leurs projets relatifs aux matières premières soient reconnus comme « projets stratégiques ». Les critères pour cela sont, entre autres, que ceux-ci contribuent à la diversification des importations de matières premières, au progrès technologique et à l'efficacité des ressources. Pour de tels projets, les zones d'interdiction d'exploitation minière devraient également être supprimées à l'avenir, y compris dans les réserves naturelles. 170 demandes de projets ont déjà été déposées lors du premier tour, dont 120 par des entreprises européennes. En outre, d'ici été 2025, chaque pays membre de l'UE devra établir un « programme national d'exploration » pour les matières premières critiques. Bientôt, des géologues équipés d'appareils de forage, de drones, de sondes et d'instruments de mesure se rendront donc partout en Europe pour découvrir des gisements de matières premières encore inconnus. Même si le CRMA argumente avec des normes pour les droits de l'homme ou des réglementations pour la protection de l'environnement, à y regarder de plus près, ce texte de loi est avant tout un cadeau à l'industrie pour que l'exploitation minière puisse bientôt célébrer son renouveau en Europe.

Certains aspirent même à un boom minier comme au 19e siècle. En plus des ravages qu'elle provoque dans le Sud, bien entendu. Le texte de loi n'envisage même pas de réduire ces activités polluantes, ce qui devrait faire douter les derniers crédules de la fable de la protection de l'environnement par l'État et de l'économie verte.

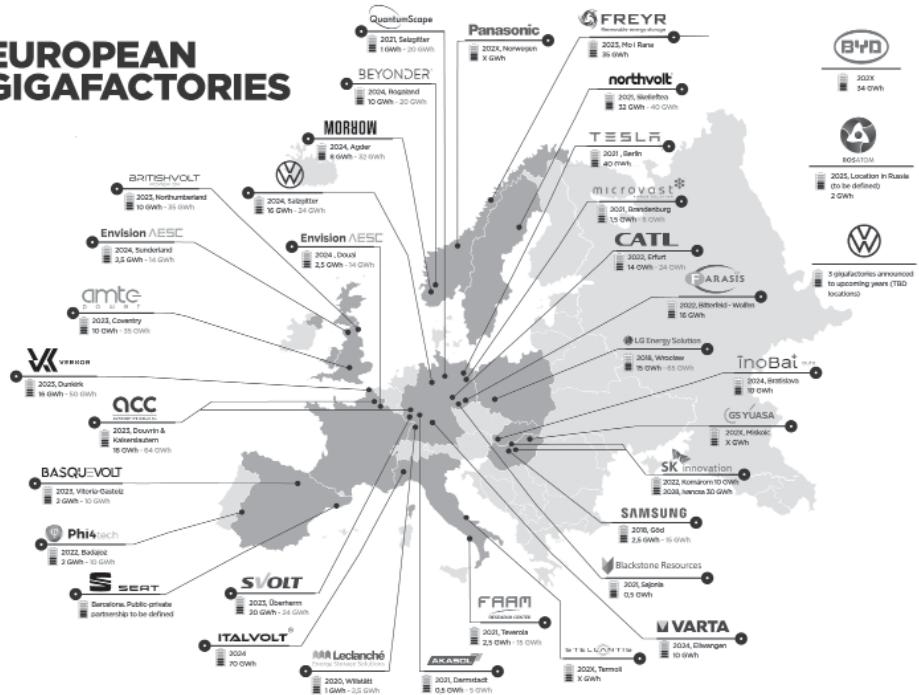
De l'or blanc pour l'économie verte

L'une des matières premières les plus importantes de la transition énergétique est le lithium, en raison de ses grandes capacités de stockage, de sa bonne conductivité et de son poids relativement faible. Actuellement, environ 60% de ce métal provient d'Australie, suivie du Chili, qui couvre 80% du marché européen, et de la Chine. On peut d'ores et déjà se demander si les besoins mondiaux pourront être couverts dans les années à venir en cas de croissance moyenne de la demande. Or, l'Allemagne, pays de l'automobile, en dépend fortement. En effet, le gouvernement fédéral mise beaucoup sur le passage du transport individuel du moteur à combustion aux voitures électriques alimentées par des batteries au lithium-ion, et espère ainsi préserver de grands secteurs industriels et des emplois. L'extraction du lithium joue donc un rôle décisif dans le retour de l'industrie minière européenne. Dans plusieurs pays, des projets d'extraction et de traitement du lithium sont déjà bien avancés.

Le projet Barroso prévu par la société britannique *Savannah Resources* dans le nord du Portugal a déjà reçu le feu vert des autorités environnementales et pourrait devenir l'une des plus grandes mines d'Europe occidentale. Les gisements se trouvent sur des terres qui sont aujourd'hui utilisées de manière commune par les habitant.es des villages voisins et qui leur permettent de subvenir à leurs besoins. C'est tellement unique en Europe que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a reconnu en 2018 la région comme un système important du patrimoine agricole. Outre ce projet, 30 autres demandes de licences minières sont en cours au Portugal, dont plusieurs mines de lithium. Il est également prévu de construire une raffinerie développée par le fabricant suédois de cellules de batterie *Northvolt* en collaboration avec la société énergétique portugaise *Galp*.

Au nord du Massif central français, le multinational français de matières premières *Imerys* exploite le kaolin depuis 2005. Ce minéral argileux, utilisé pour la production de céramique, contient également environ un pour cent de lithium. En plus de l'extraction de kaolin, la mine d'Échassières devrait donc également servir à l'extraction de lithium à partir de 2028 et fournir un volume annuel de 34.000 tonnes de lithium pour la production de batteries de voitures électriques. Le gouvernement français considère ce projet comme un « projet d'intérêt national majeur ». Là aussi, une usine devrait être construite en parallèle dans une zone industrielle près de Montluçon, où la matière extraite sera traitée pour la fabrication de batteries de voitures.

EUROPEAN GIGAFACTORIES



Projets de gigafactory annoncés en Europe. Cette carte date de 2021, certains projets ont été abandonnées entretemps. Par exemple, la start-up suédoise Northvolt a fait faillite en décembre 2024, entraînant la fermeture de son usine à Skellefteå.

La vallée du Jadar, dans l'ouest de la Serbie, abrite probablement les plus grands gisements de lithium d'Europe. C'est pourquoi la Chine a tenté de participer à l'exploitation. L'intervention de Bruxelles a toutefois empêché cette participation. Au lieu de cela, une déclaration d'intention sur « l'accord stratégique sur les matières premières durables, les chaînes de valeur des batteries et les véhicules électriques » a été signée le 19 juillet 2024 entre le gouvernement serbe et le vice-président de la Commission européenne. Le géant minier australien *Rio Tinto*, connu sur tous les continents pour ses pollutions de la nature dans le cadre de l'extraction de matières premières et qui a déjà causé des dommages environnementaux lors de forages d'essai dans la vallée du Jadar, devrait exploiter cette mine.

Mais l'Allemagne apparaîtra bientôt elle aussi sur la carte des fournisseurs de lithium. Avec 2,7% des gisements connus aujourd'hui dans le monde, l'Allemagne occupe même la 9e place dans le classement des pays. C'est surtout dans la Plaine du

Rhin supérieur et dans les Monts Métallifères que se trouvent de grands gisements souterrains. La startup germano-australienne *Vulcan Energy* a mis en service début novembre 2024 une installation d'essai pour la production d'hydroxyde de lithium dans le parc industriel de Francfort-Höchst. L'entreprise entend extraire à l'avenir le lithium de l'eau thermale de la Plaine du Rhin supérieur par géothermie profonde et prévoit de produire de grandes quantités à l'échelle industrielle à partir de 2027. L'eau thermale doit être captée par des forages à une profondeur de 2000 à 5000 mètres, pompée vers le haut et le lithium doit être dissout dans l'eau par l'utilisation d'oxyde de manganèse. Cette méthode d'extraction est certes censée être « plus respectueuse du climat » en raison de la réduction des émissions de CO₂, mais elle comporte un risque de tremblement de terre. C'est précisément ce qui s'est produit il y a quelques années lors de forages d'essai en France, dans le cadre du projet similaire *Ageli*, ce qui a endommagé de nombreuses maisons en Alsace et dans le Bade-Wurtemberg. Situé à Haguenau en Alsace du Nord, ce projet d'extraction de lithium géothermale vise à l'horizon de 2030 la production d'au moins 10 000 tonnes de carbonate de lithium, répondant à près de 10 % de la française de lithium du secteur automobile. Du côté allemand, *EnBW* teste un procédé similaire à Bruchsal dans le cadre d'un projet pilote commun avec *LevertonHELM*. La centrale géothermique déjà existante, qui sert aujourd'hui à la production de chaleur et d'électricité, devrait à l'avenir également produire du lithium.

En revanche, à Zinnwald, dans les Monts Métallifères, l'entreprise britannique *Zinnwald Lithium GmbH* prévoit d'extraire le lithium de la roche sous forme de métal classique à partir de 2030 au plus tard. Certes, les gisements se trouvent dans une région densément peuplée, mais le projet bénéficie du fait que l'exploitation minière est pratiquée depuis 500 ans dans les Monts Métallifères et que certains puits et galeries existants peuvent être utilisés pour l'extraction et l'aération. C'est l'un des projets qui a demandé à l'UE le statut de « projet stratégique ». Si cela est confirmé, la procédure d'autorisation, qui prendrait sinon jusqu'à 5 ans, devra être achevée dans les 27 mois et, en théorie, il pourrait alors y avoir des expropriations et des déplacements forcés en faveur de la mine. Le projet bénéficie du soutien financier du grand investisseur *Advanced Metallurgical Group (AMG)* basé à Francfort-sur-le-Main, un acteur établi de l'industrie du lithium. C'est également l'entreprise américano-néerlandaise AMG qui a mis en service fin septembre la première raffinerie de lithium européenne dans le parc chimique de Bitterfeld-Wolfen. Depuis, le lithium provenant de la mine de l'entreprise au Brésil y est transformé en hydroxyde de lithium adapté aux batteries. Il est prévu d'y produire 20 000 tonnes par an à l'avenir. Une telle installation est également prévue à Guben, dans le Brandebourg. L'entreprise germano-canadienne *Rock Tech Lithium* veut commencer la construction en 2025. La raffinerie devrait être mise en service

en 2027 et la matière première utilisée proviendrait principalement du Brésil et d'Australie. D'autres projets similaires sont en cours de réalisation par *Silumina AnodesTM* à Spremberg, *Vulcan Energy* à Insheim, *Stadtwerke Speyer* à Spire, *Prime Lithium* à Stade et *BASF* à Schwarzheide.¹

Outre l'extraction et le traitement du lithium, toutes les autres étapes de la chaîne de production des batteries pour voitures électriques doivent être implantées en Europe. Réparties sur le continent, jusqu'à 40 usines de fabrication de cellules, de modules et de systèmes complets, ainsi que le développement d'installations de production sont actuellement prévus ou déjà réalisés. En Allemagne, des usines de cellules de batteries d'une capacité de 462 gigawattheures devraient voir le jour au cours des dix prochaines années, ce qui fait du pays le leader incontesté du marché. Elle est suivie par l'Angleterre avec 135 gigawattheures et la Norvège avec 125 gigawattheures de capacité de production de cellules. Plusieurs usines sont également prévues en Italie, en France, en Hongrie, en Espagne, en Pologne, en Serbie et en Slovaquie. Ce sont surtout les constructeurs automobiles qui poussent à ce développement. La plus grande usine de production de batteries d'Europe sera un jour la Gigafactory de Tesla à Grünheide. Depuis début 2023, des composants de batterie individuels y sont fabriqués. L'extension annoncée de l'usine a toutefois été reportée pour le moment en raison de la baisse de la demande.²

¹ Du côté français : *Imerys* prévoit la construction d'une raffinerie de lithium à Montluçon (Allier, production prévue à partir de 2028), *Viridian Lithium* est en train d'installer une raffinerie à Lauterbourg dans le port de Strasbourg (Bas-Rhin, à partir de 2027) et enfin il y a le groupe franco-luxembourgeoise *Livista Energy* qui prévoit l'implantation d'une raffinerie au Havre (Normandie, à partir de 2028). (NdT.)

² En Allemagne, une usine du plus grand fabricant de batteries chinois *Contemporary Amperex Technology Co. Limited* (CATL) est déjà en service à Arnstadt près d'Erfurt, une usine de *Porsche/Cellforce* près de Reutlingen/Kirchentellinsfurt et une autre de l'entreprise suisse *Leclanché/Eneris Group* à Willstätt. Une usine de *VW/Power-Coaktuell* est en construction à Salzgitter, tout comme une usine *BMW* d'assemblage de batteries haute tension à Straskirchen et Irlbach, en Basse-Bavière. En outre, l'entreprise suédoise *Northvolt* prévoit de construire un site de production dans le Schleswig-Holstein près de Heide, l'entreprise française *ACC* à Kaiserslautern, l'entreprise chinoise *SVolt* à Überherrn dans la Sarre et à Lauchhammer dans le Brandebourg, *Varta AG* à Ellwangen dans le Bade-Wurtemberg et *UniverCell* à Flintbek près de Kiel.

En 2023, la première gigafactory de batteries a démarré la production sur le sol français : l'usine de *Automotive Cells Company* (ACC) implantée à Billy-Berclau-Douvrin (Pas-de-Calais). Trois autres démarrent bientôt leur production : *Envision* à Douai (Nord), *Verkor* à Dunkerque (Nord) et *Prologium* à Dunkerque également. (NdT.)

Malgré la stagnation des ventes de véhicules électriques en 2024, il faut s'attendre à une énorme expansion de cette filière. Même si certains acteurs de ce secteur commencent déjà à vaciller, il semble que ce soit surtout la volonté politique et le pouvoir des groupes automobiles qui fassent avancer ces projets, indépendamment de l'évolution du marché, en profitant de la promesse mensongère de croissance économique et de durabilité.

Terres rares et continuité coloniale

Cette énumération de projets en Europe pour l'extraction et le traitement du lithium et sa transformation en batteries automobiles est loin d'être exhaustive. Mais elle montre assez clairement la tendance actuelle. L'extraction du lithium dans le domaine de l'exploitation des matières premières n'est que la pointe supérieure de l'iceberg. D'autres métaux et terres rares, certes moins importants pour la transition verte, mais au moins aussi pertinents, seront bientôt exploités en Europe. Cependant, leurs gisements ne sont généralement disponibles qu'à petite échelle ou leur concentration est si faible que leur extraction est très complexe et coûteuse.

L'un des plus grands trésors de terres rares se trouve en mer profonde. On estime que jusqu'à un billion de tonnes de nodules de manganèse y sont stockées dans le monde entier. Ces tubercules de la taille d'une pomme de terre, vieux de plusieurs millions d'années, contiennent du manganèse et des terres rares. La Norvège, dont les côtes abritent d'importants gisements jusqu'à 6000 mètres de profondeur, a fait pression pour que 280.000 kilomètres carrés de ses fonds marins soient ouverts à l'exploitation minière en eaux profondes. Il va sans dire qu'ici aussi, l'argument du changement climatique et de la transition verte est avancé. Alors que d'autres États ont décidé d'un moratoire début 2024 en raison des risques imprévisibles, le pays a continué à faire avancer ces projets de manière isolée. Cela ne signifie pas pour autant que les autres États ont complètement gelé leurs projets. L'Allemagne a par exemple acquis des licences d'exploration pour des zones dans le nord-est équatorial du Pacifique et l'ouest de l'Indik, qui pourraient se transformer ultérieurement en licences d'exploitation. Mais comme il s'agit d'eaux internationales, il faudrait pour cela des licences de *l'Autorité internationale des fonds marins* (ISA). Pour l'instant, cette autorité n'a accordé de telles licences que pour l'exploration. La Norvège, en revanche, opère sur son propre territoire et n'a donc pas besoin d'une autorisation internationale. Bien que le gouvernement ait annoncé l'octroi de licences pour l'extraction de matières premières en eaux profondes à partir de début 2025, cette annonce a été annulée lors de l'annonce du budget national pour l'année. Cela ne signifie certainement pas une fin d'alerte, une nouvelle attribution de licences aura lieu, la question reste : quand ? Les conséquences attendues seraient catastrophiques. Après

tout, on en sait plus sur la composition de la surface lunaire que sur les profondeurs de l'océan. La « récolte » des tubercules se ferait à l'aide de véhicules miniers qui aspireraient la totalité de la couche supérieure du fond marin sans se soucier des pertes et qui la pomperaient ensuite à la surface de l'eau par un tuyau. Outre les nodules de manganèse, tout ce qui se trouve au fond de la mer, comme les rochers, les sédiments ou les êtres vivants, serait englouti par ce monstre de 12 mètres de long et de 25 tonnes. Tout le surplus est ensuite recraché dans la mer. Il n'est pas nécessaire d'avoir une expertise particulière pour deviner que cette méthode brutale n'a rien de bon et qu'elle laissera une trace de désolation au fond de l'océan profond. Des méthodes d'extraction plus douces font l'objet de recherches continues, mais il n'en reste pas moins que l'on ne sait absolument pas quelles pourraient être les conséquences à long terme de telles interventions sur l'écosystème des eaux profondes. Il est très probable que les paysages détruits mettraient des siècles à se régénérer et que de nombreux dommages resteraient irréversibles.

Mais sur le continent européen aussi, les ambitions d'exploiter les terres rares à grande échelle se multiplient. Un exemple qui n'est pas moins problématique se trouve dans le nord de la Suède. Le groupe minier *LKAB* affirme y avoir trouvé l'un des plus grands gisements. Or, ceux-ci se trouvent sur le territoire des Samis, un peuple autochtone qui a conservé jusqu'à aujourd'hui une partie de son mode de vie traditionnel et a pu le défendre contre l'emprise coloniale. La croissance constante de l'exploitation minière et l'industrialisation progressive de la région, également appelée « *Sápmi* » par les autochtones et qui s'étend de la partie nord de la Norvège, de la Suède et de la Finlande jusqu'à la péninsule de Kola en Russie, deviennent de plus en plus une menace existentielle. Aussi bien pour la nature que pour ses habitants. Les projets d'infrastructure qui l'accompagnent, comme la ligne de chemin de fer en construction *North Bothnia* par laquelle les matières premières exploitées seront à l'avenir acheminées rapidement et en grandes quantités vers les sites de production de la « transition verte » de l'Europe occidentale, détruisent l'écosystème et morcellent la région qui accueille l'élevage traditionnel des rennes par les Samis. Ce que l'endoctrinement religieux, le vol d'enfants, l'esclavage et la lutte violente contre la culture par le colonialisme suédois n'ont pas réussi à faire jusqu'à présent, l'« économie verte » pourrait désormais le faire au nom de la protection de l'environnement ; la destruction de l'un des derniers modes de vie autochtones d'Europe.

Territoires en résistance

Ce qui se passe actuellement dans le nord de la Suède est une succession d'événements semblables à ceux qui se sont déjà produits des milliers de fois et montre avec force les conséquences dévastatrices de mesures politiques comme le *Green Deal* ou le *Critical Raw Materials Act* ainsi que sa continuité coloniale. Il est cynique au plus

haut point de voir comment, pour la « neutralité climatique » et la « transition énergétique », les derniers écosystèmes intacts et les modes de vie en harmonie avec la nature depuis des siècles sont encore sacrifiés à la valorisation capitaliste.

Il est évident que la soi-disant transition énergétique sera tout sauf respectueuse de l'environnement. Tout le discours sur la durabilité n'est qu'un sale mensonge et l'extraction propre de matières premières n'est tout simplement pas possible. Le déboisement d'immenses surfaces forestières, le pompage et la pollution des rivières,

Les populations autochtones et les modes de vie ancestraux sont toujours, avec la nature, les premières victimes du rouleau compresseur industriel. Car là où, dans des endroits reculés, la terre est ouverte pour le pillage des matières premières et où les mines s'étendent, suivent les routes et les rails, l'armée et la police, l'argent, l'esclavage salarial, la pauvreté, la drogue et la corruption. C'était le cas autrefois et ce n'est pas différent aujourd'hui.

des lacs et des nappes phréatiques, la prolifération de produits chimiques, les montagnes de déchets toxiques, la destruction de la faune et de la flore ou la dévastation de régions entières. Autant d'atteintes graves à des éco-gies sensibles qui vont inévitablement de pair avec l'extractivisme. Cela vaut également pour tous les projets mentionnés ci-dessus, indépendamment de leurs méthodes d'extraction et de leurs modes de production. C'est aussi une raison essentielle pour laquelle, à quelques exceptions près, l'extraction des ressources a surtout eu lieu ces dernières décennies via la Russie et la Chine ou a été délocalisée avec la participation d'entreprises européennes dans le Sud global, où elles ont pu causer destruction et misère, loin du regard de leurs bénéficiaires des sociétés de consommation occidentales. Le drame, c'est que les conséquences sont encore plus graves là-bas. En effet, l'exploitation minière a souvent lieu dans des régions rurales isolées, où les gens ont encore moins de points de contact avec les influences toxiques du monde capitaliste et dépendent directement d'un écosystème intact.

Les populations autochtones et les modes de vie ancestraux sont donc toujours, avec la nature, les premières victimes du rouleau compresseur industriel. Car là où, dans des endroits reculés, la terre est ouverte pour le pillage des matières premières et où les mines s'étendent, suivent les routes et les rails, l'armée et la police, l'argent, l'esclavage salarial, la pauvreté, la drogue et la corruption. C'était le cas autrefois et ce n'est pas différent aujourd'hui.

La prospérité occidentale est sans aucun doute un produit de cette histoire brutale, à la suite de laquelle des personnes ont été déracinées dans le monde entier, leurs cultures éliminées et leurs moyens de subsistance détruits. Jusqu'à aujourd'hui et

au-delà. L'assujettissement impitoyable et le pillage de la nature sont tout autant le résultat de convictions chrétiennes occidentales qui ont été diffusées dans le monde que la répartition des humains en catégories telles que civilisés et barbares, qui ont constitué le noyau de la vision raciste du monde et du colonialisme et qui ont toujours servi de légitimation à l'exploitation, au vol de terres, au génocide et aux guerres d'extermination, et dont les effets se font encore sentir aujourd'hui.

Mais ces processus ont toujours été accompagnés de résistances, de révoltes et d'insurrections. Le fait que celles-ci n'apparaissent guère dans l'historiographie des dominants fait partie de la logique coloniale. Mais chaque parcelle de terre engloutie aujourd'hui par la machine techno-industrielle a été et reste un terrain contesté. Non seulement pour les personnes qui se battent avec acharnement contre l'exploitation, l'oppression et le génocide, mais aussi pour la plupart des êtres vivants non humains, qui se trouvent dans une lutte permanente pour la survie en raison de la préparation industrielle de leur environnement. Cela se manifeste le plus clairement lorsque



l'intervention humaine s'arrête et que la flore et la faune reconquièrent ses habitats à une vitesse étonnante. C'est ce que l'on a pu observer immédiatement et de manière impressionnante pendant le confinement Covid mondial, lorsque les activités économiques ont été sensiblement réduites. La faune sauvage à Tel Aviv et Santiago, les ours dans le Tyrol du Sud ou l'augmentation soudaine du nombre de tortues de mer nichant sur les plages touristiques de Juno Beach en ont été les témoins, tout comme la diminution brutale de la pollution de l'air et de l'eau ou la baisse remarquable des émissions de CO².

Et même à Tchernobyl, qui symbolise la totalité de la puissance destructrice de l'humain, l'absence de notre espèce dans la zone d'exclusion de près de 3.000 kilomètres carrés a permis à la population animale d'être plus importante aujourd'hui qu'avant la catastrophe nucléaire, malgré l'exposition aux radiations. Outre un grand nombre d'élan, de cerfs rouges, de chevreuils, de sangliers et de loups, des espèces menacées comme les bisons d'Europe et les lynx, ainsi que des descendants de chevaux de Przewalski échappés, s'y sont installés. Un terme spécifique a même été créé pour décrire ces effets positifs de la réduction de l'activité humaine sur l'environnement ; l'*anthropause*. Tout cela est porteur d'espoir. Nous ne devrions toutefois pas nous reposer sur la constatation de la reprise rapide de certains processus naturels et attendre impassablement le grand effondrement, mais comprendre notre propre action comme la continuité des luttes passées et nous mettre en relation avec la nature. La conséquence ne peut cependant pas être simplement le renoncement individuel ou l'abandon, mais doit inclure la possibilité d'une résistance et d'une attaque, tout en tenant compte de la question sociale. Un tapis roulant détruit, un trou dans un pipeline, une machine de construction incendiée, des câbles électriques et de fibres optiques sectionnés ou des voies de transport bloquées. Tout cela peut contribuer à l'interruption de la machine mortifère et à l'apparition de fissures dans les fondations de l'ordre dominant, dans lesquelles les graines de la rébellion peuvent germer. La question intéressante est de savoir comment nous pouvons nous retrouver ensemble et comment les contours d'un autre monde peuvent déjà se dessiner dans l'attaque de l'existant.

Entre action directe et protestations de masse

Le retour de l'extractivisme européen et l'implantation d'industries pour la mise en œuvre de la transition verte, en tant que résultat de menaces géopolitiques, ne remettent donc pas seulement les effets négatifs du mode de vie occidental dans le champ de vision de ses responsables, mais offrent également la possibilité de reprendre le fil des luttes climatiques passées et de les élargir à une expression anticoloniale, antimilitariste et critique de la civilisation. Pour la simple raison que le colonialisme constitue le fondement de la domination occidentale et qu'une possible extension et durabilité des guerres est actuellement de plus en plus réelle. Rien ne fait mieux ressortir la finitude de l'expansion économique et des ressources naturelles que les tentatives désespérées des dominants de nous vendre, au moyen de mensonges bon marché, l'illusion du capitalisme vert comme solution à la crise. Les chiffres et les faits, dont les technocrates sont par ailleurs si friands, parlent en tout cas un langage clair et dévoilent clairement la transition énergétique comme un projet des dominants visant à s'accrocher à leur pouvoir par la poursuite et l'intensification des activités industrielles. De plus en plus de personnes et de territoires sont concernés et c'est ainsi que nombre de leurs méga-projets, listés ci-dessus, sont déjà contestés et accompagnés de protestations.

Par exemple à Covas do Barroso, au nord du Portugal, où l'une des plus grandes mines de lithium d'Europe est en train d'être exploitée à 400 mètres à peine à vol d'oiseau du centre du village. Les habitant.es du village défendent leurs terres traditionnellement utilisées de manière commune, qu'ils cultivent et par lesquelles ils vivent. Des bannières portant l'inscription « *Não à mina, sim à vida* » (Non à la mine, oui à la vie) sont accrochées dans les rues du village et une ancienne école primaire sert de centre de rencontre et de la lutte sous le nom d'*« Encontro Solidario Anti-Extractivista »* (rencontre de solidarité anti-extractiviste). Outre la population locale, des personnes sont venues soutenir la lutte contre l'exploitation minière. Depuis début novembre 2023, la communauté organise des gardes permanents pour certaines parties de la forêt afin de les protéger de l'emprise des exploitants miniers et de leurs engins destructeurs. Ce faisant, ils précisent qu'il « *ne suffit pas de ralentir le travail et d'obtenir de petits succès* », mais il s'agit de « *gagner la guerre* ». Comme à Barroso, des comités et des mouvements contre l'exploitation des réserves de lithium se sont formés dans la Serra de Estrela, à Argemela et Penalva, ainsi que dans quelques autres localités du Portugal. Ils manifestent contre les projets du gouvernement et des entreprises à Lisbonne, tiennent des réunions ou organisent des camps de protestation et des actions.

Comme au Portugal, les projets du gouvernement serbe et du géant minier *Rio Tinto* dans la région du Jadar, dans l'ouest de la Serbie, ont déclenché des protesta-



tions massives. Dès 2021, des rassemblements ont eu lieu dans plus d'une centaine d'occupations et des blocages coordonnés de routes, d'autoroutes et de frontières ont été organisés. La pression des protestations a finalement conduit le gouvernement d'extrême droite de Vučić à suspendre temporairement le projet. Deux ans plus tard, en 2024, les plans ont été relancés, avec le soutien de l'UE et surtout de la politique allemande, en invoquant l'accord signé peu de temps auparavant entre la Serbie et l'UE. Répondant à un appel de plusieurs groupes environnementaux, des dizaines de milliers de personnes se sont à nouveau rassemblées à Belgrade dans les jours qui ont suivi, sous le slogan « *Il n'y aura pas de mines* ». Dans plusieurs gares de la capitale, les voies ont été occupées et le trafic ferroviaire paralysé. Outre Belgrade, des manifestations contre le projet d'extraction de lithium ont eu lieu dans plus de 40 autres villes. Alors que les protestataires mettent en garde contre la pollution de l'eau et les dommages environnementaux à craindre en raison des énormes quantités d'acide sulfurique, et que les paysan.nes craignent pour leur existence, Vučić affirme que l'extraction du lithium sera écologique. Le président serbe a pour figure de proue verte le soutien qu'il a apporté au projet, la secrétaire d'État parlementaire au

ministère allemand de l'Économie et, entre-temps, la ministre de l'Environnement et depuis peu la présidente des Verts allemands, Franziska Brantner.

Dans le nord de la Suède, en revanche, la lutte contre l'exploitation de la nature a une longue histoire qui remonte aux débuts de la colonisation de Sápmi par les colons suédois. Dans cette tradition, la résistance contre les méga-projets de « transition verte » se forme dans la région sous différentes formes. Mais il existe aussi des interventions anarchistes qui s'associent aux luttes autochtones et formulent leurs propres propositions et idées. Ainsi, en août 2024, un appel à une semaine d'action contre le chemin de fer *North Botnia* et les entreprises responsables du projet d'infrastructure a été lancé sous le slogan *Train to nowhere*. Les références dans l'appel aux multiples attaques contre la compagnie ferroviaire allemande *Deutsche Bahn* en raison de sa participation au projet ferroviaire mexicain *Tren Maya* est un bel exemple de la manière dont différentes luttes peuvent s'inspirer mutuellement et servir de points de référence.

Mais en France et en Italie aussi, la résistance contre les projets miniers émergents s'organise. Ces deux pays ont également une longue histoire de luttes contre les projets industriels et d'infrastructure, qui se sont accompagnées de grandes mobilisations et de nombreuses actions de confrontation et d'attaques directes contre les structures de destruction de la nature.

Et même dans les Monts Métallifères, avec leur longue tradition minière, ou peut-être justement pour cette raison, différentes initiatives se sont récemment formées, tant du côté tchèque que du côté allemand, pour lutter ensemble contre le projet d'extraction de lithium et les dommages environnementaux attendus dans la région. De la même manière, il existe partout en Allemagne, bien que pour des motifs très différents, une forte opposition aux parcs éoliens en construction.

L'une des luttes les plus intéressantes en Allemagne, dont le point de départ doit être compris dans le contexte de la transition énergétique et de l'économie verte, se déroule toutefois juste aux portes de Berlin. Il s'agit de la lutte autour de la Gigafactory de Tesla à Grünheide. Alors que lors de l'annonce du plan en novembre 2019, par le multimilliardaire Elon Musk, désormais ouvertement fasciste, l'e-mobilité était encore défendue comme souhaitable et durable, du moins par une partie du mouvement climatique, cette lutte a détruit, au plus tard, l'illusion du capitalisme vert comme sauveur du climat pour les derniers. Ce déplacement du curseur est sans aucun doute un mérite important de cette lutte, à laquelle participent les acteurs les plus divers avec une grande variété de méthodes et de tactiques, et qui témoigne de la manière dont la lutte contre l'écocide et le greenwashing de la destruction technico-industrielle peut jeter des ponts entre les milieux les plus divers. Les initiatives citoyennes, les manifestations, les camps de protestation, les occupations de forêts, les actions directes, les attaques de sabotage et bien d'autres choses encore font partie

du répertoire de la résistance. Même si, d'un point de vue révolutionnaire, certaines choses semblent discutables et sont le résultat de compromis boiteux, et que tout le monde n'est pas d'accord avec tout, loin de là, cela ouvre des espaces pour se battre et lutter ensemble. L'occupation de la forêt a joué un rôle central à cet égard, jusqu'à l'évacuation en automne 2024, par la présence durable de la protestation et en tant que lieu physique de rencontre. Quelque chose qui peut certainement être compris comme une continuité des expériences des luttes autour de Hambach, Danni ou Lützerath et qui permet en même temps de regarder vers l'avenir.

Chacun des projets techno-industriels décrits ci-dessus est d'une grande portée pour l'existant et exprime la volonté des dominants de poursuivre la destruction impitoyable de la planète sur le dos de ses habitant.es et des êtres vivants. Comme il y aura forcément beaucoup de personnes concernées dans les régions densément peuplées d'Europe et que les conséquences négatives pour les riverain.es de ces méga-projets seront rapidement et clairement perceptibles, les conditions sont favorables à une lutte contre ces projets en de nombreux endroits. Si l'on se penche sur l'histoire des luttes écologiques en Allemagne, depuis les protestations contre l'extension de la piste de décollage ouest à l'aéroport de Francfort-sur-le-Main jusqu'aux luttes contre les mines de charbon en Rhénanie, en passant par les protestations anti-nucléaires à Wackersdorf et Brokdorf ou contre les transports annuels de déchets radioactifs vers Gorleben, on constate que ce sont toujours des conditions et des circonstances similaires qui ont transformé de petites luttes locales en moments importants de l'histoire de la résistance écologique. C'est précisément là que réside le potentiel des développements actuels, mais aussi la nécessité d'éclairer et de comprendre le terrain de l'adversaire et ses projets.

Cette contribution doit nous inciter à nous pencher sur la cartographie de la destruction verte et à localiser les points où elle peut être attaquée. Comme l'illustrent de nombreuses initiatives de ces dernières années, nous n'avons pas besoin d'attendre les masses pour commencer, mais simplement de quelques compagnon.nes de route de confiance, d'un peu de créativité et d'habileté, ainsi que d'une bonne dose de rage au ventre. Même si cela ne peut pas remplacer la force sociale explosive de moments de résistance collective plus importants, qui offrent à la fois un espace pour expérimenter d'autres formes de vie en commun et visent à détruire tous les rapports de relation et de pouvoir dominants, y compris nos rapports entre nous. Comme souvent, il s'agit de trouver le bon mélange pour faire valser ces rapports.

Matières premières : 47 projets stratégiques dans l'Union européenne

Type de projet

- Extraction
 - Traitement
 - Recyclage
 - Substitution



250 km

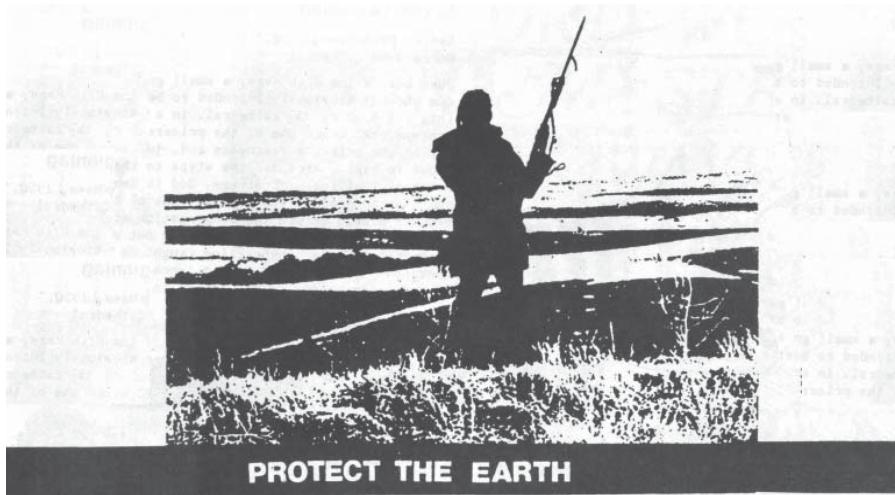
Ressources

Ressources	
Al	Aluminium
B	Bore
MPB	Matières premières pour batteries*
Co	Cobalt
Cu	Cuivre

Ga	Gallium
Ge	Germanium
C	Graphite
Li	Lithium
Mg	Magnésium

Mn	Manganèse
Ni	Nickel
MGP	Métaux du groupe du platine
TR	Terres rares
W	Tungstène

Abréviations :



Feu au tronçon de câbles de la mine de lignite

Comme promis, nous continuons d'enflammer le groupe de merde RWE [entreprise allemande du secteur de l'énergie]. Nous tenons à souligner une fois de plus que RWE n'est qu'un exemple pour tous les autres capitalistes qui peuvent subir le même sort à tout moment.

Dans la nuit du 23 au 24 avril, nous avons grillé le câble auquel est reliée l'infrastructure du trou à rats d'Inden [mine à ciel ouvert de lignite, propriété de RWE, située en Rhénanie-du-Nord-Westphalie]. Nous espérons ainsi avoir causé beaucoup de dégâts et de chaos dans l'entreprise. Chaque année, 20 millions de tonnes de charbon sont extraites de la terre dans le trou à rats d'Inden pour alimenter la centrale à charbon de Weisweiler appartenant à RWE, et les comptes en banque de l'élite financière. Rien qu'en 2020, l'exploitation à ciel ouvert était responsable de 11,2 millions de tonnes d'émissions de CO₂.

Il est inacceptable que les responsables de l'effondrement climatique mondial ne ressentent pas les conséquences de leurs actes. Ce que nous faisons, ce sont des piqûres de mouche. Rien n'est comparable à la souffrance que la catastrophe climatique impose déjà aujourd'hui à de nombreux êtres vivants. Mais alors que rien ne change sur le plan politique, que les hiérarchies mondiales accumulent argent et pouvoir et que les êtres vivants meurent pour le profit de quelques individus, les piqûres de mouche vont se multiplier...

Salutations de GAFFA (Guerilla Activists Fighting For Anarchy)

Inden, 24 avril 2023

* Un mois plus tard, les GAFFA mettent le feu à un des deux convoyeurs à charbon reliant la mine d'Inden à la centrale électrique à charbon, un sabotage qui aurait provoqué une importante baisse du régime à la centrale.

Sabotage coordonné de trois mines de charbon dans le bassin minier rhénan

Dans la nuit du 5 au 6 juillet 2023, nous avons mené des actes de sabotage simultanés avec des engins incendiaires sur trois chemins de câbles dans la zone d'extraction de lignite rhénane. Les câbles attaqués alimentent, entre autres, les silos à charbon des mines à ciel ouvert de Hambach et de Garzweiler, ainsi que le silo à charbon de la mine Fortuna. L'action avait pour but d'interrompre l'approvisionnement en charbon des centrales électriques de Neurath et de Niederaußem et, si nécessaire, de forcer leur arrêt. Malheureusement, selon les articles de presse, nous n'avons pas utilisé assez d'accélérateurs de feu pour causer de sérieux dégâts. Nous en aurons plus la prochaine fois ! Néanmoins, cette action montre que les entreprises d'énergie fossile comme RWE sont vulnérables. Et qui sait, peut-être avons-nous indirectement contribué à l'incendie du transformateur de la mine de Hambach le 11 juillet, qui a paralysé toute la mine.

Les silos à charbon sont notamment une infrastructure très importante pour l'approvisionnement des centrales électriques. La plupart des câbles électriques entre les sous-stations et les silos à charbon sont à l'air libre et facilement accessibles. Nous joignons ci-dessous des cartes montrant en rouge les tracés des câbles qui alimentent ces silos à charbon.

Nous nous sommes inspirés pour cette attaque d'une action similaire qui a eu lieu en 2016 (voir Autonomes Blättchen n°25, p. 42). A cette époque, il avait été possible de provoquer des dégâts avec une « énorme quantité d'essence sous les câbles », ce qui avait paralysé l'exploitation de la mine à ciel ouvert de Hambach pendant près de trois jours.

Les entreprises capitalistes comme RWE et le gouvernement travaillent main dans la main, comme l'a montré la récente expulsion de Lützerath. Avec leur avidité de profit et leur attachement aux combustibles fossiles, ils exacerbent la crise climatique, et le temps presse : nous devons fermer les centrales électriques et les usines maintenant – la protection du climat reste un travail manuel.

L'infrastructure charbonnière dans le bassin minier rhénan est une bonne cible (vous pouvez voir certaines entreprises impliquées dans l'extraction du charbon comme sous-traitants sur les photos), mais les entreprises fossiles, les usines et les infrastructures similaires sont partout. La campagne « Switch Off – System of Destruction » offre des suggestions et publicise les actions contre la destruction de la nature. Les câbles électriques, les câbles Internet ou les antennes-relais sont souvent facilement accessibles et faciles à trouver en cherchant un peu.

Nous saluons les « pylônes électriques » (1), les « crochets [sur les caténaires] » (2), les « incendies de transformateur » (3) et tous les autres saboteureuses de ce monde. Continuons comme ça !

La résistance ne s'arrêtera pas : Lutzi est vivant !

NdT :

1. Référence au sabotage du pylône électrique de la mine de lignite de Garzweiler en mars 2023.

2. Plusieurs sabotages de lignes de train ont effectués l'année dernière en Lusace à l'aide de crochets placés sur les caténaires.

3. Début décembre 2022, un poste de transformation électrique et plusieurs câbles avaient été incendiés près de Lützerath, provoquant la coupure de l'alimentation électrique de la mine par RWE.